



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 17 février 2021

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa, par Mathias Gillmann porte-parole de la MONUSCO par intérim et coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Bonjour à tous, merci aux auditeurs de Radio Okapi, bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Avec nous depuis Goma : le porte-parole militaire de la Mission ; et à mes côtés ici à Kinshasa, Mme Liz Ahua, qui est Représentante régionale du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR). Nous sommes également connectés avec notre bureau à Bunia.

Je voulais vous dire qu'en l'attente de l'arrivée prévue début mars de, nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général Bintou Keita, le Représentant spécial adjoint, David McLachlan-Karr, en charge de la Mission, félicite Sama Lukonde Kyenge pour sa nomination au poste de Premier Ministre.

Les Nations Unies dans leur ensemble, y compris la MONUSCO, ont hâte de travailler avec Mr Lukonde et le Gouvernement qu'il va former pour les soutenir dans leurs efforts pour la stabilisation de la République démocratique du Congo et pour avancer ensemble vers un développement durable au bénéfice de tous les Congolais.

David McLachlan-Karr exprime aussi sa préoccupation et son émotion suite aux dernières attaques contre des populations civiles attribuées aux ADF au Nord-Kivu et dans le sud de l'Ituri ; des attaques qui ont aussi fait des victimes dans les rangs de l'armée congolaise. La MONUSCO réitère sa détermination à soutenir les efforts de l'armée, qui est engagée en ce moment dans des combats difficiles dans des zones reculées. La MONUSCO va faire tout ce qui est en son pouvoir pour protéger les populations victimes de ces violences.

Enfin, M. David McLachlan-Karr présente ses condoléances aux familles des victimes du terrible naufrage qui a eu lieu ce weekend sur le fleuve Congo. Il souligne la nécessité d'améliorer les infrastructures de transport et la sécurité des passagers en République démocratique du Congo.

Dans le Nord-Kivu, à l'instar de la communauté internationale, la section Protection de l'enfant a célébré vendredi dernier la Journée internationale de lutte contre le recrutement des enfants dans les groupes armés. A l'occasion de cette Journée, la MONUSCO à Beni a aussi lancé un projet de réduction

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole .gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

des violences communautaires au bénéfice d'enfants qui ont été associés à des groupes armés : 60 enfants de Beni, 20 de Mavivi-Mbau et 40 d'Oicha bénéficieront d'une formation à un métier pour faciliter leur réintégration dans les communautés.

En Ituri, le 13 février, la MONUSCO et le Gouverneur Jean Bamanisa Saïdi ont participé à Djugu au lancement de la radio communautaire Amani Djugu. Ce projet vise à promouvoir une paix durable et le dialogue démocratique dans la région. La Mission a rénové le bâtiment qui l'accueille et la radio a été équipée par l'ONG Search For Common Ground avec un financement du Fonds de cohérence pour la stabilisation.

De même, lundi 15 février, donc avant-hier, la MONUSCO et les autorités provinciales ont lancé une campagne de sensibilisation dans le territoire de Mahagi pour présenter des résolutions issues d'un dialogue entre les communautés Lendu et Alur, notamment sur la question de l'accès à la terre qui vous le savez, est souvent source des conflits dans ce pays.

La section Appui à la Justice du bureau de Kalemie au Tanganyika a quant à elle, apporté son appui logistique et technique à des audiences foraines de la Cour militaire et du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Kalemie. 60 arrêts ont été rendus par la Cour militaire et 57 jugements rendus par le Tribunal de Grande Instance. En tout, ce sont 112 personnes qui ont été condamnées.

Une délégation conjointe de la MONUSCO, des ambassades de Suède et du Royaume-Uni a entamé cette semaine une mission de cinq jours à Kananga et Tshikapa, ceci dans le cadre de la transition de la MONUSCO vers les Agences et Fonds des Nations Unies dans la région du Kasai. Comme vous le savez, la MONUSCO prévoit de fermer ses bureaux dans le Kasai avant le 30 juin 2021.

Sans plus tarder, je vais passer la parole à mon collègue militaire. Vous avez la parole à Goma.

Bureau du porte-parole militaire de la MONUSCO [Mohamed Ouhmmi] : Bonjour à tout le monde, c'est toujours un plaisir d'intervenir avec vous. Donc permettez-moi de dresser devant vous le bilan des activités de la Force de la MONUSCO.

Au cours des deux dernières semaines, la Force a accéléré le rythme des opérations dans ses zones de responsabilité en intensifiant ses activités, en particulier sur le territoire de Beni et de l'Ituri. Elle a mené un total de 4 873 activités opérationnelles à savoir, des patrouilles de jour et de nuit, des patrouilles conjointes, des escortes et des reconnaissances aériennes. La Force continue toujours sa coopération avec les acteurs de la sécurité locale.

Les activités impliquant la protection des civils restent au premier plan de la planification des activités de la Force. La protection par la projection reste l'un des moyens utilisés pour assurer la protection des civils. La 3ème zone de défense des FARDC a affecté un officier de liaison à Goma. Ledit officier contribuera aux efforts de connaissance de la situation et de planification de la Force pour renforcer la coopération au niveau opérationnel entre les FARDC et la Force de la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

En effet, la MONUSCO a accéléré son rythme opérationnel en maintenant une posture robuste pendant les opérations de jour et de nuit dans les points chauds identifiés par la protection par projection. Par exemple à Beni, la Brigade d'intervention de la Force a lancé des patrouilles conjointes avec les FARDC pour assurer la protection des civils et renforcer la confiance mutuelle avec les FARDC. Ces patrouilles conjointes visent notamment à renforcer la confiance de la population locale en la MONUSCO et les FARDC dans la zone. La Force poursuit toujours la formation aux techniques et tactiques de combat dans la jungle au profit des bataillons de la brigade.

Enfin, à signaler que le 6 février 2021, le Représentant spécial par intérim, M. David Gressly, a conduit une délégation diplomatique à la Brigade d'intervention de la Force à Beni, et que le 12 février 2021, une délégation conjointe du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Union européenne a visité la base de la MONUSCO à Kiwanja. L'objet de ces visites visaient à s'informer sur la situation sécuritaire, les activités de la Force et le soutien aux FARDC.

Ainsi mon intervention prend fin, je demeure à votre disposition pour d'éventuelles questions, merci.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci beaucoup. Avant de donner la **parole** à notre invitée, la Représentante régionale du Haut-Commissariat aux réfugiés, je voulais vous signaler que le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires Mark Lowcock, a annoncé aujourd'hui l'allocation de 15 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies au soutien à la riposte Ebola à la fois en Guinée et en République démocratique du Congo.

À Butembo, les équipes de vaccination sont à l'œuvre. A ce jour, sur les quatre cas enregistrés, deux personnes sont décédées. Les acteurs humanitaires se mobilisent pour soutenir la riposte en réhabilitant notamment des centres de traitement et en intensifiant les activités de surveillance pour identifier au plus vite tout nouveau cas ainsi que les potentiels contacts des personnes malades.

Les équipes de communication travaillent aussi en étroite coordination avec les équipes de vaccination et celles de suivi psycho-social afin de lutter contre les réticences à se faire vacciner qui s'expriment parfois au sein des populations locales.

Voilà, je donne sans plus tarder la parole à Madame Liz Ahua.

Représentante régionale du Haut-Commissariat aux réfugiés [Liz Ahua] : Merci beaucoup Mathias, merci pour l'invitation à cette conférence de presse. Je salue les journalistes présents à Kinshasa, à Goma et à Bunia, ainsi que les nombreux auditeurs de Radio Okapi qui nous suivent à travers le monde.

Mesdames et messieurs, le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, a été créé il y a exactement 70 ans par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'organisation a pour mandat de diriger

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole ,gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

et de coordonner l'action internationale pour protéger les réfugiés et chercher des solutions aux problèmes de ces réfugiés dans le monde entier.

Le HCR soutient également les gouvernements, y inclus le gouvernement de la RDC, en offrant assistance et protection aux personnes qui sont déplacées à l'intérieur du pays. Le but premier du HCR est de sauvegarder les droits et le bien-être des réfugiés.

Actuellement, le HCR est à la tête de la réponse à la crise des réfugiés qui ont fui la RCA au cours des derniers mois. Nous coordonnons les efforts de toutes les agences humanitaires, y compris les autres agences des Nations Unies et les ONG, et nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement pour aider les nouveaux arrivants et leur offrir la protection qu'ils cherchent en RDC.

Je vais en dire un peu plus sur la situation humanitaire de nouveaux réfugiés centrafricains en RDC.

Avant cette nouvelle vague d'arrivées de réfugiés centrafricains, la RDC accueillait déjà généreusement près d'un demi-million de réfugiés venant principalement du Burundi, de la République centrafricaine, du Rwanda et du sud Soudan. Parallèlement, 934.000 réfugiés congolais sont accueillis dans des pays africains, surtout les pays limitrophes notamment l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, la République du Congo, la Zambie, etc.

En tant que Représentante du HCR en RDC, je dirige la réponse du HCR aux réfugiés en RDC. Mais je travaille en étroite collaboration avec le gouvernement et plus d'une vingtaine d'organisations humanitaires, locales comme internationales.

Les réfugiés sont localisés dans des camps, des sites et au sein des communautés hôtes. Avec nos partenaires, nous apportons une assistance multisectorielle : la protection, la santé, l'éducation, des abris, l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que des activités pour leur permettre d'être autosuffisants et moins dépendants de l'aide internationale.

De plus, la RDC compte plus de 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ce qui représente l'une des plus grandes populations déplacées au monde et la plus importante en Afrique. Le HCR travaille en étroite collaboration avec toutes les organisations pour aider le gouvernement à venir en aide à ces personnes déplacées en RDC. Il dirige particulièrement la réponse en matière de protection et d'abris, co-dirige respectivement avec l'OIM et le PAM la gestion et la coordination des camps et le Cash Working Group.

Bien que la superficie de RDC soit vaste, - deux fois et demie plus vaste que mon pays, le Nigeria, et 79 fois plus grande que le Rwanda, la terre est contrôlée par des acteurs qui se trouvent hors de la région. Déjà ceci rend la vie difficile aux Congolais et complique davantage les opportunités pour les déplacés d'avoir leur propre terre pour cultiver ou construire leurs maisons.

En cette période de la pandémie de COVID-19, il convient de dire que c'est simplement très compliqué d'avoir une distanciation sociale qui est requis par le gouvernement.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole .gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

A cause du conflit, l'insécurité et de l'état des routes, nous n'avons pas pu venir en aide à de nombreux déplacés en Ituri, Tanganyika, Nord et Sud-Kivu.

Mais le HCR et ses partenaires ont pu construire des abris, des installations d'eau et d'assainissement, on a pu distribuer des articles ménagers, fournir une assistance en cash tout en gérant plusieurs sites de personnes déplacées et en faisant un plaidoyer pour accéder à la terre. Nous utilisons une approche qui favorise la capacité au sein de la communauté.

Cependant, l'assistance reste souvent concentrée au sein des sites qui sont sous la coordination du cluster de coordination. Que ce soit dans la communauté ou les sites cette aide reste insuffisante et certains déplacés sont toujours sans assistance.

Les normes minimales en matière de soins de santé, d'installations d'eau etc. sont souvent difficiles, même impossibles à satisfaire du fait des ressources limitées disponibles et la population continue à être très grande.

En raison des violences et de l'insécurité survenues dans le contexte des élections présidentielles et législatives du 27 décembre en RCA, des milliers de personnes ont été forcées à fuir vers des pays voisins, au Cameroun, au Tchad, au Congo et chez nous ici en RDC. Selon les statistiques communiquées par les autorités locales, environ 92.000 personnes sont arrivées dans les provinces du Bas-Uele, du Nord et Sud-Ubangi. La plupart sont des femmes et des enfants.

Le HCR et la Commission Nationale pour les Réfugiés ont commencé l'enregistrement biométrique. Chaque jour, nos équipes sur le terrain enregistrent en moyenne 1.000 réfugiés dans notre base des données. L'enregistrement va confirmer le nombre exact de gens qui cherchent l'asile dans pays. L'enregistrement nous permet aussi d'identifier les personnes vulnérables et d'orienter l'assistance.

Parmi les nouveaux arrivants, nous avons déjà enregistré 30 335 personnes au jour d'hier à Ndu, dans le Bas Uele, à Yakoma dans le Nord-Ubangi et à Sagila dans le Sud-Ubangi.

Le HCR a aussi commencé la distribution de fournitures d'urgence à Yakoma et à Ndu. Il est à noter que nous sommes soutenus dans cette réponse par des agences onusienne comme le PAM, UNICEF, OIM et de nombreuses ONGs. Il me plait de vous informer du soutien du Coordinateur humanitaire en RDC, qui a déjà visité le terrain dans une mission conjointe. Cette collaboration met en exergue le partenariat qui existe au sein de l'équipe humanitaire. Le HCR s'en réjouit car cela nous permet de répondre rapidement aux besoins de ces nouveaux réfugiés. Je vous informe que beaucoup d'entre eux n'avaient presque rien comme objets personnels au moment de fuir en RDC.

Dans ces conditions, les défis sont énormes pour assister des réfugiés. Nous n'allons pas les nommer complètement mais je vais seulement signaler un certain nombre par exemple : les réfugiés sont entrés par plusieurs points frontaliers. En ce moment il y a au moins une quarantaine de localités dans

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

lesquelles les réfugiés se trouvent et vous pouvez imaginer les difficultés de pouvoir avoir accès à ces réfugiés. Ils utilisent généralement l'eau de la rivière pour boire et se laver.

Les villageois qui les ont accueillis ont des moyens et des ressources très limités et cela pose des problèmes bien sûr. Dans la réponse que nous allons apporter, nous devons veiller à ce que les besoins c'est-à-dire les besoins des Congolais ne soient pas ignorés et que nous soutenions leur capacité à accueillir les réfugiés.

Ils ont d'urgence besoin d'eau, d'abris, d'accès aux services de santé et d'installations sanitaires et bien sur la protection.

Nous avons identifié les ponts qui doivent être remis en état afin que les articles d'urgence et de secours de base puissent être transportés vers les réfugiés qui en ont besoin. Nous avons un besoin urgent de ressources ou d'autres partenaires pour venir réhabiliter ces ponts.

Un autre défi important est la relocalisation des réfugiés vers des sites ou villages éloignés de la frontière. Cela, c'est pour leur sécurité, parce qu'ils doivent quitter les zones frontalières. Nous nous réjouissons de l'octroi des terrains par le biais des populations locales, entériné déjà par les autorités au niveau central. Nous avons deux sites déjà.

Toutefois ces difficultés viennent s'ajouter à une situation qui ne bénéficie pas du financement adéquat. En effet, le financement du travail du HCR pour l'aide humanitaire est déjà dramatiquement faible, alors que le nombre de réfugiés et leurs besoins continuent de croître.

Je remercie ici le gouvernement congolais pour son hospitalité et surtout les populations congolaises qui acceptent et continue d'accueillir des milliers de réfugiés.

Le HCR appelle d'urgence la communauté internationale à mobiliser des fonds, afin que les organisations humanitaires puissent fournir une aide vitale aux réfugiés centrafricains et à leurs hôtes.

Voilà en gros, le rôle du HCR en RDC et la situation de nouveaux réfugiés centrafricains en RDC. Je suis à votre disposition si vous avez des questions. Merci.

Question 1

Fiston Kayomba/ Geopolis : Madame, dernièrement, du 1^{er} au 3 février vous avez recensé, le HCR bien évidemment, dans le nord du pays 90 milles réfugiés venant de la Centrafrique. Déjà, le chef de territoire de Yakoma déplore le fait qu'il y a flambée des prix des denrées du fait de l'entrée de ces réfugiés mais aussi le problème humanitaire lié à l'eau et les hôpitaux. Qu'est-ce que le HCR à son niveau préconise pour résoudre ce problème surtout le problème de la flambée des prix ?

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole .gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

Représentante régionale du Haut-Commissariat aux réfugiés [Liz Ahua] : Merci pour la question. Le HCR s'est déployé sur le terrain avec le PAM pour faire l'analyse des marchés et pour pouvoir voir dans quelle mesure on peut assister ces réfugiés surtout en vivres. Le PAM va assister en nature à Ndu là où il y a la capacité à amener la nourriture.

Mais il y a d'autres coins comme j'ai dit, où ce ne sera pas possible à cause des difficultés, et à cause de cela, on est obligé de faire une distribution en cash. La population réfugiée est plus importante en ce moment dans certaines localités que la population locale et donc nous déplorons qu'il y ait cette flambée des prix et nous sommes prêts à travailler avec toutes les agences et le gouvernement pour voir dans quelle mesure on peut pallier ou mitiger cette flambée des prix et tout autre impact négatif qui pourrait avoir lieu à cause de la présence de ces réfugiés. Il est à retenir bien sûr que ces réfugiés [Centrafricains] n'ont pas souhaité quitter chez eux et donc c'est une situation que nous devrions gérer ensemble.

Question 2

Evariste Mahamba/La République.net (Goma) : Madame, 5 millions de déplacés internes en RDC c'est trop. Et vous venez de signaler dans votre allocution que vous enregistrez au mois mille déplacés internes par jour. Qu'est-ce que le HCR préconise pour essayer un peu d'atténuer ce nombre qui croît du jour au jour en RDC ?

Représentante régionale du Haut-Commissariat aux réfugiés [Liz Ahua] : Un point d'information, les personnes qui sont enregistrées actuellement sont des Centrafricains, les nouveaux réfugiés qui affluent sur le territoire.

Pour les déplacés internes, ce chiffre reste 5 millions depuis des années mais c'est surtout à cause de l'insécurité et ni le HCR, ni les partenaires humanitaires ne sont en mesure d'arrêter cet afflux. Je pense que c'est plutôt, si j'ose le dire, aux instances gouvernementales à trouver des solutions pour la situation de déplacements internes.

Question 3

Jean Christian Bafua/ Radio ISP Bunia : Ma question c'est par rapport au dialogue communautaire organisé dans le territoire de Mahagi. Est-ce que la priorité pour l'instant, c'est l'organisation de ce dialogue communautaire pour la MONUSCO entre les Lendu et les Alur à Mahagi ? Parce que nous savons qu'il y a des groupes armés qui endeuillent la population civile et la priorité devrait être d'abord d'éradiquer ces groupes armés. Ces groupes armés ont encore des armes entre leurs mains mais on organise le dialogue communautaire. Qu'est-ce que la population devrait en bénéficier alors que les armes sont encore entre les mains de ces groupes armés ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Vous avez raison de pointer qu'il y a deux problèmes : le problème des groupes armés et ensuite de ce qu'on appelle les causes profondes, qu'on essaye aussi de régler.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

Le message de la MONUSCO, c'est qu'il n'y a pas une réponse militaire ou uniquement une réponse basée sur le dialogue et la réconciliation, il faut que les deux choses aillent de pair. Vous proposez d'éradiquer les groupes armés mais ce sont des groupes armés, comme vous le savez, qui font parfois partie intégrante de la communauté, et qui parfois prétendent défendre les intérêts de leur communauté contre quelqu'un d'autre.

Donc si vous ne réglez pas les problèmes de base entre les communautés, si vous ne créez pas les conditions d'un dialogue, la réponse militaire ne va pas suffire.

Quand on parle, par exemple, de ce dialogue à Mahagi entre les communautés Lendu et Alur, ce n'est pas la MONUSCO qui vient imposer ses solutions : c'est faire en sorte qu'on trouve des mécanismes de réconciliation et de cohabitation pacifique entre les communautés, où chacun va pouvoir proposer des solutions pour avancer, par exemple, sur les questions d'accès à la terre qui, comme vous le savez, sont souvent la cause profonde des conflits.

Donc je pense qu'il ne faut pas séparer l'appui que nous donnons aux efforts militaires des forces armées, des forces de sécurité, et les efforts que nous faisons en termes de réconciliation entre les populations. Ce sont vraiment deux voies qui doivent être prises de manière simultanée.

Question 4

Jean-Pierre Nkutu, / Le Phare : Quand on parle de problème des réfugiés, il y a en fait une action qui concerne trois parties : il y a le pays d'où proviennent les réfugiés, il y a aussi le pays d'accueil, et il y aussi le HCR. Donc il y a trois parties qui doivent se mettre ensemble pour résoudre le problème. Est-ce que le HCR fait aussi des clin d'œil aux dirigeants centrafricains pour voir ensemble comment résoudre ce problème ? Parce que si le HCR s'intéresse simplement aux bailleurs de fonds ou bien à la RDC, c'est très difficile pour le HCR de mieux résoudre ce problème. Est-ce que le HCR fait aussi des clin d'œil aux dirigeants centrafricains ? C'est ça ma préoccupation.

Représentante régionale du Haut-Commissariat aux réfugiés [Liz Ahua] : Merci beaucoup. Le HCR a un bureau en Centrafrique, de la même manière que nous en avons un ici. Et nos collègues sont à pied d'œuvre afin de faire le plaidoyer auprès des autorités de l'autre côté. Ils ne travaillent pas uniquement pour les réfugiés de leur côté.

Même ici, en RDC, nous avons de temps en temps des contacts transfrontaliers pour qu'on puisse être au parfum de ce qui se passe et on fait le plaidoyer ensemble. Une autre chose : nous faisons aussi une sensibilisation auprès des réfugiés qui sont avec nous ici. Il est bien évident qu'ils vont rentrer chez eux. Il y en a déjà qui avaient commencé à rentrer chez eux – 17 000 personnes avaient été enregistrées pour rentrer chez eux, on avait déjà commencé le mouvement. Et nous leur prodiguons des conseils de coexistence une fois qu'ils sont de retour chez eux.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole ,gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

Donc c'est effectivement un travail de plaidoyer dans lequel nous sommes engagés au niveau local et au niveau de la RCA, et au niveau de Genève, où bien sûr mon Haut-Commissaire fait le plaidoyer à qui de droit, et même à New York. Donc nous couvrons toutes les bases autant qu'on peut ; parce que comme je l'ai dit, un élément de notre travail est de venir avec des solutions ou de proposer au moins des solutions. Merci.

Question 5

Baudelaire Mastaki/Nation TV (Goma) : Je voulais avoir des précisions du porte-parole militaire sur ce qui se passe présentement à Beni. On a vu sur les réseaux sociaux des images de la présence de la MONUSCO aux côtés des FARDC mais aussi de la Police Nationale Congolaise dans le cadre de traques des rebelles assimilés aux ADF qui dérangent la population dans cette partie de la province du Nord-Kivu. Alors nous voulons avoir des précisions, parce qu'on sent quand même que la MONUSCO se mobilise ces derniers temps pour essayer d'aider la population mais aussi les FARDC à protéger la population. Avant, pourquoi ne faisiez-vous pas cela et aujourd'hui où en est-on ? Parce qu'il y a eu des tueries. Encore pas plus tard qu'hier 11 personnes ont été massacrées alors on n'arrive pas à comprendre, quelle est votre position sur le territoire de Beni ?

Bureau du porte-parole militaire de la MONUSCO [Mohamed Ouhmmi] : Ce que je peux dire sur cette question-là, c'est que la Force de la MONUSCO ne ménage aucun effort pour la protection des civils. C'est le mandat de la MONUSCO. La Force de la MONUSCO, en collaboration avec les FARDC, entreprend des opérations, des patrouilles, des reconnaissances aériennes, pour maintenir une posture robuste, pour dissuader ces groupes armés et contrecarrer toutes leurs actions.

Mais comme vous le savez, le terrain est immense et ces groupuscules des ADF ou de groupes armés réussissent souvent à mener des actions. Ce que je peux vous assurer, c'est que la Force de la MONUSCO ne ménage aucun effort pour exécuter son mandat de protection des civils et de soutien aux FARDC dans leurs actions.

Question 6

Venant Vudisa/RTNC : Madame la Représentante du HCR en RDC, je m'adresse à vous. Les familles d'accueil des réfugiés éprouvent d'énormes difficultés pour leur propre survie, vous l'avez déjà souligné. Et le HCR n'a pas de moyens conséquents pour toutes ces demandes. La principale question que je pose ici : est-ce que les bailleurs de fonds auprès de qui vous vous adressez répondent favorablement ou bien essayent d'éviter, compte tenu notamment de certaines économies de pays qui sont maintenant en baisse. Aussi, vos équipes procèdent-elles à de petits sondages par rapport à la triste expérience de 1994 en accueillant les réfugiés rwandais qui continuent à constituer un problème. Là, c'est donc le problème d'acceptation ou de rejet de ces réfugiés-là. Voilà donc mes deux préoccupations.

Représentante régionale du Haut-Commissariat aux réfugiés [Liz Ahua] : Merci beaucoup. Pour la première question, par rapport aux donateurs, concernant la manière dont ils reçoivent la possibilité d'inclure, si je puis le dire, les préoccupations de la population hôte : en premier lieu, quand

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole ,gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

le HCR reçoit les terres, les terrains, pour caser les réfugiés, surtout avec l'approche communautaire, nous cherchons à réhabiliter les infrastructures, à procéder à une extension pour qu'ils puissent recevoir plus de personnes.

Si vous prenez par exemple l'éducation, quand on va dans un endroit comme Modale où on nous a donné un terrain, les infrastructures pour l'éducation sont inadéquates, les infrastructures pour la santé sont inadéquates pour recevoir une population de 15 à 20 000 personnes parce que le village est là pour une population moindre.

Nous réhabitons et nous faisons des extensions donc il y a un soutien communautaire. Il y a aussi un soutien qui cible au niveau individuel les personnes vulnérables dans la population hôte. Il est bien clair que nous ne sommes pas en mesure de répondre aux besoins de tout le monde, mais il y a des ciblage. Il y a aussi, comme je l'ai dit, les autres agences qui sont effectivement là pour assister les Congolais, et donc ils font une contribution pour que ce soutien aille un peu plus loin.

Mais nous tous, on fait le plaidoyer auprès de nos donateurs parce qu'effectivement, c'est le moyen de trouver des ressources pour assister cette population.

Par rapport à la préoccupation des Rwandais, je ne suis pas sûre d'avoir bien compris votre question. Est-ce que vous dites qu'il y a un rejet de cette population ? Est-ce que vous attribuez un blâme quelconque ? Si vous pouvez un peu me mettre au parfum de votre question pour que je puisse répondre plus précisément.

Venant Vudisa/RTNC : La population congolaise, je me répète Madame, a une triste expérience avec l'acceptation, l'accueil des réfugiés rwandais en 1994. Maintenant ce que j'aimerais savoir : les réfugiés centrafricains sont dans notre pays. Est-ce que la communauté les accepte tels qu'ils sont, sans être trahis par sa propre... bon, je ne veux pas aller au-delà.

Représentante régionale du Haut-Commissariat aux réfugiés [Liz Ahua] : Ok, très bien, merci beaucoup. Les Centrafricains, comme vous le savez, ont commencé à venir ici depuis 2013. Cet afflux que nous avons de 173 000 personnes, c'est depuis 2013, 2017, jusqu'à nos jours. Il y a de petits conflits mais ce ne sont pas des conflits d'envergure, pour lesquels on peut dire que demain, les Centrafricains vont soi-disant trahir les Congolais.

Nous pratiquons aussi une approche pour les Centrafricains qui vivent à côté, qui vivent même intégrés dans la population. J'ai dit qu'il y a des réfugiés qui sont dans les sites : pour les Centrafricains, en ce moment, il y a seulement 30% d'une population de 173 000 qui vivent dans les sites. Ce qui veut dire que 70% sont intégrés par la population hôte et il n'y a vraiment pas de problèmes comme on aurait pu le prévoir.

La situation rwandaise, ou des Rwandais, à laquelle vous avez fait référence, je pense que c'est une situation particulière qui est due aux engagements plutôt – si je peux dire – politiques qui se vivent

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

entre la RDC et le Rwanda. Je préfère penser que ce ne sont pas les réfugiés en tant que tels qui ont amené ce que vous caractérisez comme étant une trahison.

Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, il y a à peu près 500 000 Congolais en Ouganda. Donc c'est un phénomène dont moi, je dirais plutôt que les pays de la région doivent se saisir ensemble pour pouvoir trouver des solutions pérennes à la situation des réfugiés, que ce soit au Soudan du Sud, en Centrafrique ou pour les Congolais dans les pays limitrophes. Merci.

Question 7

Placide Ushishan/LaVoixdeIturi.net (Bunia): Voici ma première préoccupation. Ma question c'est par rapport à la déclaration de Madame la Représentante spéciale des Nations-Unies, Il y a quelques jours. Elle s'était [opposée] farouchement par rapport à l'accompagnement de la communauté internationale, à travers la MONUSCO, autour de sa position concernant le DDR des miliciens, dans l'est de la RDC. J'aimerais savoir quelle est la position actuelle de la MONUSCO ? Cette position est toujours maintenue ? Est-ce que la communauté internationale va toujours accompagner ce processus ou soit elle remet la balle dans le camp du Gouvernement national ? Et l'autre question, c'est par rapport à la radio qu'on vient d'installer à Djugu. Nous ne sommes pas sans savoir que la MONUSCO a joué un grand rôle dans l'installation de cette radio pour la pacification de ce territoire. Nous voulons savoir, concrètement, quel sera l'accompagnement de la MONUSCO pour que cette radio ne soit pas la radio de Milles collines pour qu'on ne puisse pas encore attiser le feu dans ce territoire meurtri par la guerre. Merci.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Pour la radio, je vais aller un peu vite. On a donné un soutien qui est pour les infrastructures. Mais c'est un projet qui est évidemment suivi aussi par une ONG, donc, Search for Common Ground. Evidemment, c'est une radio qui bénéficiera d'un soutien orienté vers la paix et la réconciliation. Ça c'est la première chose, c'est sûr.

Sur le DDR, je dirais que la réponse est un peu les deux choses que vous avez dites. Sur le DDR, la MONUSCO est prête à aider les programmes de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration sur une base communautaire, c'est-à-dire sur des projets où les communautés, elles-mêmes, peuvent bénéficier d'un soutien et où il n'y a pas de récompenses aux gens qui ont pris les armes contre la République.

Cette position n'a pas changé. Nous sommes dans l'attente d'une formalisation des engagements ou des annonces qui ont été faites par le président concernant le DDR communautaire et évidemment, une fois que nous aurons cette base normée, nous serons disposés à aider autant qu'on peut les Congolais à régler ce problème qui les touche de manière cyclique depuis 20 ans.

Ce qui est important pour nous, c'est qu'il n'y ait pas des récompenses aux gens qui ont pris les armes contre la République et que ce soient les communautés qui réabsorbent et qui réintègrent les membres des groupes armés - à partir du moment où ils ne se sont pas rendus coupables de crimes graves -, ce

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole .gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

sont ces communautés qui doivent bénéficier du soutien, toujours sur une base communautaire, sans réintégration dans les Forces armées.

Question 8

John Ngoyi/La Prospérité : Madame Liz Ahua, vous avez recensé plusieurs Centrafricains qui viennent d'arriver ici au pays qui fuient les affrontements qui se passent dans leur pays d'origine. Ils sont principalement dans les provinces du Bas-Uélé, du Nord et du Sud -Ubangi. Et vous avez épinglé quelque chose sur laquelle j'aimerais revenir. Vous avez dit que vous venez d'actionner, avec quelques-uns de vos partenaires, des fournitures d'urgence pour subvenir aux [besoins] de ces réfugiés centrafricains. Ma question est de savoir : est-ce que dans cette action d'urgence qui vient d'être menée, le Gouvernement congolais a apporté quelque chose ? Est-ce que vous bénéficiez de l'assistance des autorités congolaises dans cette action d'urgence, plus précisément ? Merci.

Représentante régionale du Haut-Commissariat aux réfugiés [Liz Ahua] : Merci pour la question. Nous, nous travaillons en étroite collaboration avec le Gouvernement. Il y a la Commission nationale des Réfugiés qui est à nos côtés. Nous sommes sur le terrain ensemble à faire l'enregistrement. Mais si vous posez la question de savoir s'il y a une assistance humanitaire en ce moment ? Pas pour le moment.

Mais je considère déjà que la contribution à travers la participation à l'enregistrement est assez importante parce que nous travaillons avec plus de 40 enregistreurs sur 4 sites. Et ils sont composés des Congolais. Ce ne sont pas des internationaux qui sont en train de faire ce travail -là. Bien sûr que leurs salaires sont payés par le Congo. Donc, à mon avis, c'est une contribution assez importante. Merci.

Question 9

Mike Pakoto/Top 243 News et MNC TV Congo : Ma question est celle-ci : nous avons vu plusieurs réfugiés qui viennent et le pays, la RDC, considérée comme un pays hospitalier, reçoit tous les réfugiés qui viennent des 9 pays qui sont nos pays limitrophes et qui viennent comme des réfugiés. Mais à la longue, on se rend compte que parmi ces réfugiés, il y a des rebelles qui se créent parmi ces gens que le pays reçoit. Quelle est l'intention de la Mission de la stabilisation de la Paix en République démocratique du Congo face à certains réfugiés qui se font des infiltrés pour préparer la rébellion sur notre sol ?

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je pense que Madame Ahua a déjà répondu à cette question à la réponse précédente. Au niveau de la sécurité, évidemment, il est extrêmement important que des pays voisins ne soient jamais perçus comme une base possible pour des forces négatives ou hostiles à l'Etat d'origine. C'est un vieux problème qui touche le Congo avec plusieurs de ses voisins. Et il y a un travail qui est fait au niveau de la région des Grands Lacs notamment par l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'ONU justement pour renforcer la confiance entre les pays.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole .gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



Organisation des Nations Unies

Mais je rejoins complètement Madame Ahua pour dire que ça c'est avant tout une question de politique, c'est avant tout une question d'autorité de l'Etat et une question de confiance que les chefs d'Etat et les Gouvernements de tous les pays de la région des Grands Lacs doivent renforcer pour permettre de trouver des solutions à ces problèmes.

Et sur ce, je vous remercie. C'est tout le temps que nous avons. A la prochaine fois. Merci !

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole ,gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04